

C.I.R.A.

T2137 - 339 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

hebdomadaire

N°339 JEUDI 3 JANVIER 1980 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

BONNE ANNEE

Editorial

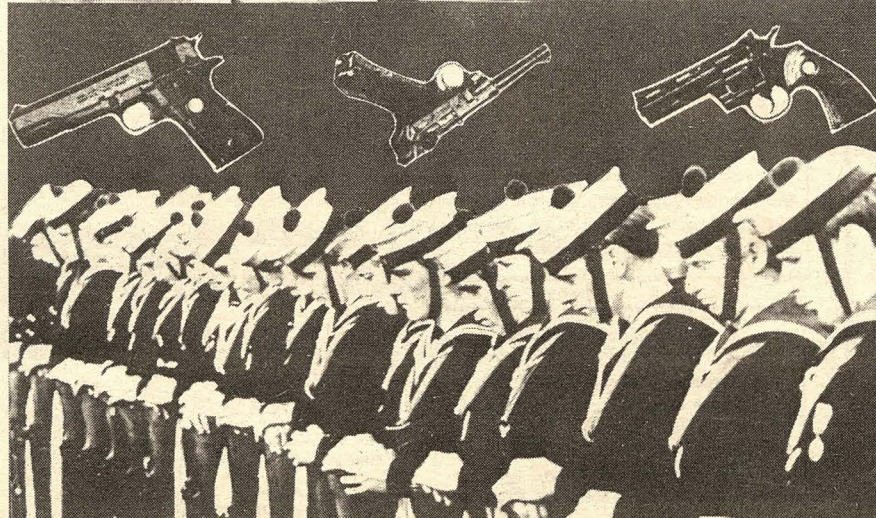
1978, année de la femme.
1979, année de l'enfance.
Après la sinistre comédie de la première, il semblait souhaitable à tout le monde que nos gouvernants devaient mettre en veilleuse leurs années démagogiques de promotion commerciale.

Après la femme, que pouvait-on vendre ? Mais les enfants ! C'est bon ça ! Jean Nohain pour la larme à l'œil, Bellemare et ses pages de publicité, Chancel et son dieu pour l'humanisme (encore que malmener Chancel n'est pas charitable : il a déjà un cancer du cerveau...). Tout ça fait pleurer Margot et sonner le tiroir-caisse, pendant ce temps le populo oublie les crâpules et leurs diamants.

Cette année de l'enfance se termine, qu'a-t-elle apporté ? Rien du tout. Comme d'habitude nos petits z'enfants sont gavés de jouets débiles, d'ailleurs choisis par leurs parents, sans doute pour que leur progéniture devienne comme eux. Comme d'habitude Paris-Match a fait sa une en quatre couleurs sur le cadavre de quelques petits Cambodgiens, Vietnamiens ou Biafrais (selon l'année). Comme d'habitude on a imaginé un truc pour farfouiller l'émotion gnan-gnan avec douze petits singes gominés trimbalés dans les couloirs de l'ONU. Comme toujours on a occulté, car c'est une sorte de honte collective, la condition faite par les adultes aux enfants des 2/3 de l'humanité.

150 millions d'enfants de 4 à 13 ans du Tiers-Monde (chiffre probable, 55 millions répertoriés) travaillent et meurent pour la plus grande gloire du veau d'or. Ils représentent en Inde et au Pakistan 6% de la force de travail totale ! Notre époque s'est dotée d'esclaves respectant son image : celle d'une société haineuse et sans pitié où l'on trouve toujours un plus pauvre, un plus petit ou un plus faible à exploiter.

Enfants palestiniens nés dans des camps de barbelés, cambodgiens laminés, thaïlandais prostitués à 8 ans, philippins exténués et mourant à 15 ans, indiens mutilés, aveuglés pour en faire des mendiants : rien que cela justifierait notre haine de cette société. Rien que cela justifierait notre action de démolir ce vieux monde.



en bref... en bref...

« La boutique de Psycho », librairie dont le but est d'aider les individus à résister au nouveau pouvoir qu'est la psycho :

- en découvrant tous les domaines où elle s'inscrit,
- en comprenant les diverses manières dont elle les manipule,
- en se donnant les moyens de lutte adaptés.

14 Tahitiens sont actuellement dans les prisons de la région parisienne pour avoir manifesté de différentes manières (plus ou moins violentes), contre la présence française dans le Pacifique, pour l'indépendance de Tahiti et contre la bombe atomique que la France continue d'y faire exploser. Le procès par lequel sept d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines, vient d'être cassé. Un nouveau procès aura lieu prochainement à Versailles. Il est important de soutenir cette lutte afin de détruire véritablement le colonialisme, quelles que soient les formes sous lesquelles il se déguise.

Le journal *Ecologie* réduit au silence ? La situation d'*Ecologie* ne cesse de se dégrader depuis six mois, à tel point que c'est sa survie même qui est en jeu : c'est sur 1300 nouveaux abonnements que repose son avenir immédiat ! Nous ne devons pas oublier qu'une partie de la liberté passe par la presse et dans le cas présent par la survie d'*Ecologie*.

Objection collective (OP 20) Le Conseil d'Etat a rendu, le 21 décembre, un jugement favorable à l'égard de dix objecteurs OP 20. Pourtant les autorités militaires continuent d'emprisonner ceux dont le dossier n'a pas encore été examiné. Actuellement, il y a encore 8 objecteurs détenus pour avoir fait une demande OP 20. Ce sont :

- Yves Dauphin, Marc Gautier et J.M. Nabineau à la prison de Fresnes 1 ave de la Division Leclerc,
- Eric Langevin à la prison des Baumettes,
- Alain Boizon et Patrick Van Niewenhuysse aux arrêts de rigueur à Lyon,
- René Fernandez aux arrêts de rigueur à Lille,
- Jean-Michel Depitre aux arrêts de rigueur à Périgueux.

Gérard Coulon qui avait été « placé en détention provisoire » pour « détournement de mineurs » (cf. M.L. 336), vient d'être mis en liberté provisoire sous contrôle judiciaire. Mais, en fait, cette inculpation est une attaque masquée contre les activités de militant libertaire de Gérard.

Sommaire

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités F.A.
PAGE 3
En bref
Douze enfants à l'ONU
Henriët, couché !
Liberté-Air-Mer
PAGE 4
Syndicat ou conseils ouvriers
PAGE 5
Luttes des enseignants
Caracas
PAGE 6
Relations Internationales
PAGE 7
Film, disque, spectacle
PAGE 8
Alors que les politiciens...

Les Editions de l'Entraide viennent de publier **POUR L'ANARCHISME** de Nicolas Walter
En vente à Publico 7 F

Douze enfants à l'O.N.U.

La grande campagne d'intoxication orchestrée par les médias, notamment par France-Inter, et dirigée par le gouvernement vient d'atteindre son apothéose.

En effet, dans le style larmoyant, la France, au travers de son président qui a reçu le grand prix de premier samaritain en ce qui concerne le problème des réfugiés du Cambodge, peut prétendre à la grande palme de bouffonnerie humaine.

Si certains construisent leur fortune sur des guerres, d'autres se taillent des honneurs sur des squelettes vivants.

Quoi de plus abject et de plus bas que de se servir d'enfants pour démontrer aux « masses » que tout dirigeant que l'on est, on n'en reste pas moins humain et en tant que tel, sensible à des bambins de 8 à 12 ans.

Evidemment, ce n'est pas une découverte, la publicité se sert, depuis longtemps, de ce système pour placer ses savonnets et autres cosmétiques. Mais enfin, il ne s'agit pas là de simple produit coïquie pour les « grands de ce monde », la masse humaine est un produit comme un autre dont il faut savoir tirer profit et, lorsque le citron est pressé, alors...

Enfin consolons-nous, c'est une « pub » qui va rejallir sur tout le peuple français. Pensez donc, douze enfants sélectionnés : des Français, un Cambodgien, un Vietnamien et même un Algérien, comme quoi on n'est pas des racistes.

Ces charmants bambins, pour pouvoir être retenus pour la grande fête de l'O.N.U., devaient en quelques lignes formuler un vœu concernant les enfants déshérités de ce monde. Douze d'entre eux ont donc été sélectionnés afin de rédiger une mo-

tion qui sera remise au secrétaire général de l'O.N.U.

Que tout ceci nous semble compliquer. N'aurait-il pas mieux valu prendre douze membres de l'O.N.U. et de les envoyer au Cambodge où ils auraient pu contempler à loisir autant d'enfants qu'ils auraient voulu ? Et nous pensons que la vue de ces petits morts-vivants, tout gonflés par la faim, et crevant comme des rats dans les chemins boueux, aurait suffi.

De toute façon, seuls les enfants et les imbéciles peuvent croire que les « seigneurs du monde » ignorent ce qui se passe à ras-de-terre, car de toute évidence la tragédie cambodgienne résulte d'un siècle de colonialisme français, puis américain et maintenant russe par Vietnamiens interposés.

Vraiment, la France a beau jeu de jouer la messagère de la paix, son odeur de sainteté sent la charogne, et les plumes de sa colombe grouillent de vermines. Si l'on se sert des enfants pour frapper l'opinion publique, que celle-ci se souviennent et voit à travers ces douze messagers de l'O.N.U., ceux de l'Algérie des années 60, victimes des paras à Bigeard, ceux du Centrafrique, massacrés par Bokassa qui n'est pas devenu empereur tout seul, et même et peut-être surtout ceux que l'on croise dans le métro et que l'on ignore parce qu'ils nous tendent la main et qu'ils sont sales...

Vraiment, l'année de l'enfance restera inoubliable. Nous ne savons pas sous quel signe est placée l'année qui commence, ce sera peut-être celle des militaires ou de la police, si ça l'est, faisons leur confiance, ce sera encore une année réussie.

Groupe FRESNES-ANTONY

LIBERTERRE - AIR - MER

GUINGAMP (Côtes du Nord) - Début décembre, à la Maison pour Tous du Vally, Maurice Laisant donna sa conférence *Si tu veux la paix, prépare la Paix*. Dès le début, l'orateur proposa deux solutions, soit préparer la guerre, soit que chaque pays se prive des moyens pour faire la guerre.

Dans le premier cas, il est alors logique que la nation la plus armée soit en paix. Or l'Histoire montre que les peuples qui ont eu le plus de guerres, sont les peuples les plus armés, soit 175 guerres en mille années pour la France contre 25 guerres pour la Hollande, petit pays peu militarisé. Ne dit-on pas que « les petits pays sans histoires sont des peuples heureux ? ». Le conférencier, debout, imposant face à un auditoire attentionné, rappelle qu'à l'approche d'une guerre, il y a des hommes à se battre pour des frontières, mais il y a des hommes dont le carnet de chèques multinational n'a pas de frontières, lui. La science, pourtant, permet la création d'armes sophistiquées : la bombe atomique ou à neutrons servira bien un jour, une erreur de code, une erreur humaine peut amener la disparition d'une région entière, d'où le mythe de l'arme de dissuasion. Il n'existe pas de patrie où les intérêts financiers et gouvernementaux ne passent au-dessus des frontières. Alors la protection dite nationale pourquoi ?

Alors, à quoi sert l'armée, sinon à prendre les hommes en âge de s'indigner, les passer au linoir et les remettre dans la société pour qu'ils acceptent tout comme des hommes esclaves. En fait, l'armée n'est-elle pas maintenue pour permettre de retourner la puissance armée du peuple contre le peuple (notion d'ennemi intérieur) ? N'a-t-on point vu l'armée casseur de grèves, tirer sur le peuple, noyer la grève des aiguilleurs du ciel ou des éboueurs ?

Maurice Laisant poursuit en proposant la solution du désarmement. Faut-il nationaliser les usines d'armement ? Un désarmement progressif par étapes ? Ou dire « désarmer les premiers, messieurs les voisins » ? N'entend-on pas parler aujourd'hui de désarmement contrôlé ? Donc il y a un manque de confiance quelque part. Non, pour qu'un désarmement soit efficace en toutes circonstances, il faut qu'un exemple soit donné, faire soi-même quelque chose de valable : que son propre pays déclare la paix au monde. Comment mobilisera-t-on un pays, un peuple contre un éventuel ennemi désarmé qui déclare la paix ? Épargnons-nous la ruine.

« Le désarmement unilatéral est un problème urgent, majeur de notre temps » devait-il conclure, vers 22 heures. « Voulez-vous vivre, voulons-nous mourir ? » Maurice Laisant recueille les applaudissements nourris et répond aux questions souvent précises d'un public impressionné par le brillant exposé de ce libertaire, toujours jeune.

Dans l'ensemble des questions posées au cours d'un débat fructueux, Maurice Laisant va parler pacifisme intégral, anarchie, tolérance, objection de conscience et insoumission, épopée du peuple espagnol en Aragon en 1936, chère au cœur des libertaires.

Une soirée peu ordinaire donc dans la cité guingampaise. La présence dans le public des militants locaux d'Amnesty International et de la Ligue des Droits de l'Homme, fut appréciée. Autour de la table commune (UPF-FA-LP-PSU), diverses publications libertaires furent distribuées et commentées dont *Le Monde Libertaire*.

En conclusion, intéressante expérience commune d'un trio de militants d'une petite ville de province bretonne, avec un excellent intervenant.

Liaison F.A. BEGARD

HENRIËT, COUCHÉ !

Tandis qu'en Iran les femmes ont remis le tchador, un sénateur R.I., M. Henriët, proposait récemment de « renvoyer les femmes au lit ». Hélas ! Le mouvement des femmes et la lutte qu'elles mènent depuis une dizaine d'années particulièrement, aurait pu nous faire croire à un changement des mentalités en ce qui concerne la femme ou du moins à une évolution de son statut social. Douce utopie !

On sait que le projet de loi relatif à l'IVG, reconduction de la loi Veil 1975, s'est vu dûment amendé par le groupe RPR. A la suite de son rejet au Sénat par les socialistes, celle-ci sera réexaminée le 18 décembre par une commission paritaire mixte, composée de sénateurs et de députés. Celle-ci aboutira à s'accorder sur un texte qui supprime certains amendements restrictifs, mais en conserve d'autres qui aggravent encore les démarches (de la femme) nécessaires à l'obtention de l'IVG. Ce texte a été adopté par les députés et le sera probablement par le Sénat.

« Une bête ne tue pas ses petits », s'exclama encore M. Henriët qui, on le voit, est aussi spirituel que judicieux. Effectivement, plutôt que d'interrompre une grossesse, il est préférable, nul doute là-dessus, d'abandonner son enfant ou de lui offrir une existence dans des conditions matérielles et affectives intolérables !

Mais ces propos reflètent autre chose que de la bêtise, comme on aurait pu le croire au premier abord. Tout d'abord, la crainte de la droite (voir Debré) relative à la baisse de la natalité en France, comme en Europe, alors que la « race jaune » envahit l'univers. L'idée de natalité en hausse est, en effet, associée à celle de nation jeune, active, forte. La baisse de natalité, c'est aussi l'idée d'une population moins consommatrice, plus individualiste, peut-être même plus encline à réfléchir. On sait, depuis Hitler, que le maniement des foules est plus aisé que celui d'individus. Moins d'enfants, cela signifie aussi plus de liberté pour les femmes qui subiront moins le joug des tâches domestiques du foyer, qui seront plus enclines aussi à l'égoïsme, à l'individualisme, fait inacceptable par la morale judéo-chrétienne.

En effet, à travers cette morale, l'asservissement de la femme à la procréation et à la tutelle de l'époux, dissimule une réelle peur de la femme en tant qu'entité. Celle-ci reste éternellement le « continent noir », l'énigme d'une culture phallocratique, d'une société faite par les hommes pour les hommes.

Actuellement, donc, la droite tente de mettre en œuvre une politique qui tend à obliger les femmes à retourner au foyer par une propagande nataliste : aides, allocations, campagne de dissuasion de l'avortement, campagne en faveur du troisième enfant. Il s'agit aussi d'enrayer le chômage, de laisser aux hommes leur place, celle de la vie active ; la femme étant par essence un être passif qui n'a pas sa place dans le monde du travail.

Ainsi et malgré les luttes féministes et l'impact qu'elles commencent à avoir (groupes de quartiers, d'entreprises, etc.), les femmes sont une fois de plus rappelées à l'ordre, comme cela s'est souvent produit au cours de l'histoire, ainsi au XIX^e siècle : après 1848, après 1871, etc. Fondamentalement, les choses n'ont pas changé. Aujourd'hui, le pouvoir tend à prescrire et à organiser les conduites des individus, à tous les niveaux, pénétrant le domaine privé : domaine médical, sexualité. De fait, les pratiques sociales et culturelles sont le reflet de l'idéologie de la classe dominante, celle-ci imposant ses normes à travers ses grands appareils d'information : presse, radio, télé...

Les luttes menées par les féministes auront au moins servi à prouver la capacité qu'a le pouvoir à récupérer les mouvements sociaux, en faisant mine de s'appuyer sur leurs revendications ; et aussi à montrer l'erreur des féministes à axer de plus en plus leur campagne sur des revendications purement réformistes et légalistes.

Les lois évoluent lentement, mais les mentalités restent les mêmes, preuve qui n'est plus, pour nous, à faire, que c'est bien sur le fond, le contenu des luttes qu'il faut se battre. Si le mouvement des femmes ne repart pas sur des bases révolutionnaires, il risque une mort lente par récupération, digestion par le système en place. S'il ne met pas en avant le contenu qu'avaient les luttes à leur début : une remise en question globale des rapports humains.

Commission FEMMES F.A.

Bondieuserie

Dans *La vie claire* (comme l'eau de la Seine à Paris) de décembre, un article, dans la rubrique « Lettre aux jeunes », est consacré à l'avortement : « Avortement : de quel droit ? ». Article du cher chrétien-scientifique H. Ch. Geffroy.

Ses arguments contre l'IVG, qui sont ceux de l'extrême-bondieuserie, sont : évidemment, « avorter, c'est tuer », « l'embryon est un être vivant », (les biologistes ne savent pas où commence la vie, eux si...) On connaît, mais ce qui m'étonne, c'est que cet éminent penseur ne parle pas un instant de la future mère ! Il n'est pas question de sa vie, à elle ; c'est une machine à faire des enfants, c'est tout ; que sa vie, et celle de l'enfant par la même occasion, soient gâchées, on s'en moque ! Je m'étonne aussi que ces gens parlent tant du respect de la vie, eux qui sentent la pendaison des « hommes vicieux », le supplice de l'estrapade, les persécutions, l'inquisition... et tout près de nous : Claudel, monseigneur Baudrillard... Vraiment, « de quel droit » parlent-ils des droits de l'homme ?

Et puisqu'ils adorent les extrêmes : les animaux vivent. Est-ce que tous les chrétiens sont végétariens ? Malgré les ordres de Jésus. Les végétaux vivent ! Proposent-ils le nirvâna ?

Allez messieurs de la calotte, taisez-vous, vous êtes ridicules. Quoique si vous pouviez y sombrer...

DIDIER L.

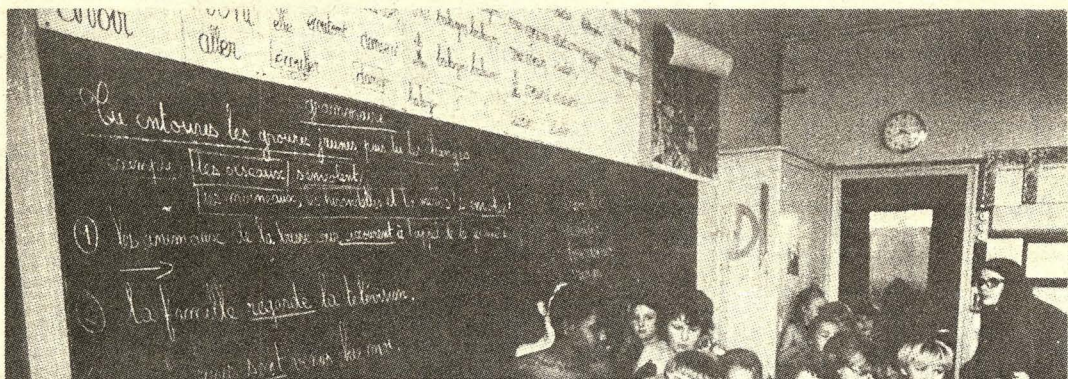
Après ce premier trimestre de rentrée : que deviennent les luttes des enseignants ?

En ce début d'année 80, tout un chacun tire le bilan. Et jusqu'à présent personne ne tire la gloire de succès de grève, ou de conclusions « favorables à la classe ouvrière » qui ont ponctué des négociations salariales. Le milieu enseignant ne sort pas du marasme revendicatif, bien qu'en ce premier trimestre il est vu beaucoup d'acquis convertis en assignats tout juste bons à allumer un feu de cheminée.

Le syndicalisme enseignant, quant à lui, s'enfoncé peu à peu dans des marécages de co-gestion et co-habitation avec l'Etat où il est très difficile de voir lequel des partenaires prévaut sur l'autre. Que ce soit la direction du Syndicat National des Instituteurs ou de la Fédé-

La FEN méconnaissant cet axiome, se refuse à appuyer sa politique contractuelle sur une base solide de luttes des travailleurs. Le chantage qu'elle amène sur le tapis vert de risque de grève, n'a plus cours en ces temps de crise économique où le gouvernement n'a rien à craindre de grèves tournantes ou sectorielles passées inaperçues dans l'actualité sociale et ne pouvant, par leur essence même, enrayer la vaste machine bureaucratique que représente l'Education Nationale. Jetant aux poubelles de l'histoire cette réalité des luttes ouvrières, la FEN s'immobilise dans une impasse où personne ne l'en sortira, exceptés ses syndiqués qui se refuseront à s'y enfoncer et transformeront un syndicat

Le découpage en tendances, la volonté des directions syndicales (UID et U et A confondues) à ne pas laisser à la base la direction des luttes, ont été les principaux facteurs de ce laisser faire et dégoût général. La FEN se transforme au fil des ans en une vaste entreprise d'assurances sociales et non en un instrument de lutte de classes pour les fonctionnaires. Il y a peu d'assemblées générales d'établissements ou départementales où se discute du bien-fondé de revendications, de moyens de lutte acceptés par tous... ces assemblées de travailleurs s'éclipsent au profit de questionnaires envoyés par les directions aux syndiqués, dont les résultats, d'ailleurs, ne sont pas ventilés à l'ensemble des



ration, nul dirigeant, à la veille ou aux lendemains de congrès nationaux, ne se lance dans une lutte durable ou dure qui risquerait de compromettre son assise directoriale. Juillet 79, mois du congrès du SNI, voit les instituteurs lancer un mot d'ordre de lutte qui, en soit, est très populaire parmi les enseignants et parents d'élèves : pas plus de 25 élèves par classe en maternelle. Chacun s'attend donc à une rentrée sortant du commun. Beaucoup sont déçus et surtout... de nombreux instits restent isolés dans une lutte bien que nationale, demeurée le flambeau d'une vaste minorité... mais minorité tout de même. Dans un même temps, le syndicat accepte une refonte totale de la formation des normaliens qui, sous-couvert de nouvelles structures pédagogiques, permet à l'Etat de trier sur le volet bons ou mauvais instits, en d'autres termes : choix entre individus normalisés ou à futurs problèmes. Le redéploiement instauré par le gouvernement s'installe en toute tranquillité grâce à une inertie syndicale masquée par des mots d'ordre creux ou une recherche permanente de négociations qui ne peuvent être un barrage efficace à une politique d'austérité. La rentrée 79 devient par conséquent l'apogée d'un laisser-aller général, extrêmement fructueux pour le ministère : mise à l'index de plusieurs centaines d'auxiliaires, entrée du patronat autant dans les facultés que dans la formation des élèves ou professeurs, installation d'un enseignement à niveau dans les facultés, mise aux enchères de l'éducation physique dans les lycées... et pour conclure la négation pure et simple par Alice Saunier-Séité de la direction paritaire des facultés obtenue après les événements de mai 68, sans oublier la remise en cause des libertés syndicales !

Après cette liste non exhaustive de la disparition continue des acquis des travailleurs de la fonction publique, nous pouvions nous attendre à une réponse spontanée de refus de la part des syndicats et fonctionnaires... Eh bien ! Comme dirait La Palisse, attendons toujours, cela ne coûte rien.

La FEN - symbole d'un syndicalisme de co-gestion à l'allemande - récolte les fruits pourris d'une politique contractuelle vieille de plusieurs calendes et image constante d'une fédération coupée de toute réalité globale du syndicalisme ouvrier. Ses structures mêmes se complaisent dans un corporatisme malsain : la coupe d'une lutte globale et non sectorielle de l'ensemble des travailleurs. Victime du corporatisme né de son existence en tant qu'entité syndicale, elle ne peut et ne veut se défaire de modalités de luttes basées sur les négociations en oubliant, toute fois, que la force de ces rencontres ne se fait pas à travers le poids des attachés-cases des « négociateurs », mais bien dans leurs représentativités. Des négociations n'aboutiront que si elles ne sont qu'un aspect du combat mené et le support d'une volonté commune de lutte.

de co-habitation avec le ministère en un instrument de lutte de classes.

Le découpage interne de cette fédération en courants idéologiques, n'enclenche pas forcément des pressions suffisantes sur une direction réformiste. Les tendances formant la réalité syndicale de la FEN (et quelle réalité !) sont en définitive l'image politique évoluant dans les centrales syndicales :

- Unité, Indépendance et Démocratie (UID), tendance majoritaire proche d'un socialisme laïque bon ton se maintient à n'importe quel prix - dont celui de partenaire privilégié du gouvernement au redéploiement de l'emploi - à la direction.

- Unité et Action (U et A), deuxième tendance sur le podium syndical représente un courant proche du parti communiste - dont les finalités ne sont pas profondément différentes de celles prônées par l'UID - et qui reproche d'ailleurs à la direction des échecs non dus à un réformisme bon ton, mais à un attentisme électoral qui n'a pas permis la victoire de la gauche et qui n'a pas offert à un certain programme commun toutes les sympathies voulues dans ce genre d'histoire. Comme dans toute structure de masse où les tendances n'ayant pas la direction des affaires, U et A se lance dans une démocratie syndicale aux accents autogestionnaires pouvant amener des bulletins de vote, non superflus, et une parabole de luttes non coordonnées qui n'aboutissent qu'à un enlisement général.

- Ecole Emancipée (E.E.), tendance révolutionnaire dont le passé reste ponctué d'ambiance libertaire, s'enfoncé malgré elle dans ce dédale de luttes de tendances qui fait perdre au syndicat son essence même : regroupement d'exploités. L'Ecole Emancipée garde tout de même cet esprit qui a marqué la naissance du syndicalisme en France et qui regroupe sur une base de transformation radicale de la société, un ensemble de fonctionnaires, allant des anarchistes aux trotskystes. Au delà des problèmes de survie dans des structures verticales, cette tendance est actuellement victime de la faillite du gauchisme après-soixante-huitard.

- Ecole Emancipée-Front Unique Ouvrier (F.U.O.), représente l'entrisme des organisations gauchistes dans les centrales ouvrières. Scission de l'Ecole Emancipée (les mauvaises langues diront changement des politiques de la LCR et de l'OCI), elle n'échappe pas non plus aux travers d'un syndicalisme vertical découpé en tranches de saucisson politiciennes.

Il ne s'agit pas ici d'étudier les avantages ou les carences d'un syndicalisme de tendance ou de minorité, mais de tenter, par ce rapide coup d'œil des aspirités co-gestionnaires ou révolutionnaires de la FEN, de rechercher les réponses aux échecs qui ont ponctué les luttes de ce premier trimestre.

concernés. Les grèves sectorielles déclenchées en cette rentrée, s'entrecoupant dans le calendrier social ont, peu ou prou, abouti et ont surtout fatigué cette couche d'enseignants radicalisés qui se détournent de plus en plus d'un syndicat épuisé et n'ayant de syndicaliste que le nom.

La FEN tente de faire peau neuve avant le congrès de Toulouse et a organisé un meeting unitaire à la Bourse qui, par le peu de participation, n'a pu redorer un blason bien terni par des actions spécifiques et des négociations défavorables aux travailleurs de la fonction publique. Ce manque de combativité se reflète dans des décisions de congrès non répercutées ou plus ou moins sabotées par des directions départementales. Le gouvernement en profite pour pallier et contrecarrer des acquis qui, jusqu'ici, demeureraient inamovibles par la peur du ministère d'une force de masses ; représentée par une volonté globale des fonctionnaires de bloquer toute démarche ayant pour but de démembrer les « privilégiés » du service public.

Des institutrices et directrices d'école maternelle se voient refuser leur salaire pour « service non fait », la Chambre des députés accepte le projet gouvernemental qui régira la direction des universités... Au lieu d'un tollé général qui ne pouvait que suivre ces attaques étiatiques à la liberté syndicale (remise en cause masquée du droit de grève et de sabotage) et parité des universités, nous n'entendons que des réponses tièdes ou stoppées par les bureaux nationaux. Actuellement, le refus d'inspection mené par les militants de l'Ecole Emancipée, sort de la grisaille et attaque dans ses fondements (lutte contre la hiérarchie, les notes, etc.) la cathédrale Education Nationale.

Ce deuxième trimestre n'est pas seulement un trimestre de congrès, il peut devenir le prélude à un vaste mouvement de lutte. Beaucoup d'enseignants refusent un syndicalisme d'entraide sociale, s'opposent aux directions en déclenchant dans des secteurs des luttes suivies. Pour briser ce carcan bureaucratique, il ne s'agit plus d'aller mendier auprès des bureaux nationaux ou départementaux le droit de mener une lutte directe, mais de s'opposer à cette organisation verticale à sens unique (direction, base), en imposant des méthodes autogestionnaires qui remettent entre les mains des fonctionnaires la direction de leur lutte, développent les assemblées générales reconductibles de tous les travailleurs, unique centre de prise de décisions... Il s'agit en deux mots de redonner à la FEN une démarche syndicaliste qu'elle a perdue depuis fort longtemps. Les luttes embryonnaires de ce premier trimestre s'épanouiront et se développeront dans cet unique cadre révolutionnaire.

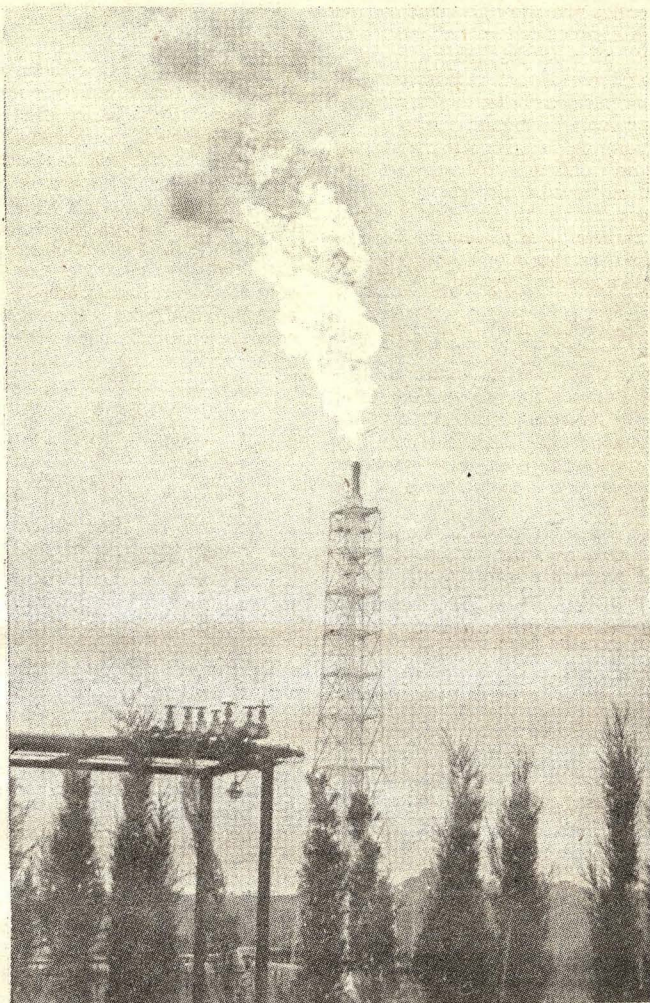
Thyde ROSELL
(Groupe Louise Michel)

Caracas ou le vrai visage du système

La conférence de l'OPEP ne s'est mise d'accord sur aucun prix pétrolier, déclara son président à l'issue de sa 55^e réunion à Caracas. En d'autres termes, cela signifie qu'à défaut d'avoir pu trouver un terrain d'entente entre producteurs, chaque pays fixera le prix de son baril. Il va sans dire que ce prix (de 24 à 30 dollars, bientôt 34 le baril) est un prix politique. Cette énergie étant, de l'aveu même des représentants de l'OPEP, « l'instrument d'un nouvel ordre économique mondial ». Tout un programme qui, après tout, comme d'autres permet à quelques potentats ou bourgeois nationaux de gonfler leur pactole.

pression revendicative, et de ce fait, pêchèrent par optimisme, considérant sans doute ces clivages comme des freins puissants.

C'est, bien entendu, à la faveur de différentes pressions et conjonctions politiques au sein de cette partie du monde que les pays producteurs exigent une révision constante des prix. Et cette attitude sera la bonne. Les pays occidentaux ayant besoin de ce pétrole, l'expansion de leur économie étant positive, ils accepteront le jeu des producteurs. C'est donc par un long processus de grignotage - à ce propos les nationalisations des gisements sont également exemplaires - que les nations industrielles, les compagnies



Car n'oublions pas que le front des producteurs s'est constitué en 1960, quelques dix ans après la nationalisation de l'Anglo-Irinière par Mossadegh, par l'initiative du Venezuela et de l'Arabie Saoudite. A l'époque, il s'agissait de défendre les prix affichés qui servent de base au calcul de leur redevance. Personne ne se souciait alors de cette petite association. Et ce d'autant que les clivages à l'intérieur de celle-ci pouvaient laisser croire qu'il s'agissait là que d'un conglomérat d'intérêts contradictoires.

Entre les régimes du type algérien, libyen ou irakien et ceux du type iranien, saoudien ou les émirats, la politique de ces Etats divergeait, notamment à l'égard de leurs relations avec l'Occident. Clivages aussi au niveau du poids démographique qu'implique bien entendu des retombées différentes dans l'utilisation des recettes procurées par le pétrole. Clivages, enfin, au niveau de l'industrialisation des pays producteurs. Les choix en ce domaine sont bien différents, selon qu'il s'agisse de l'Algérie ou des émirats, par exemple. Il est donc bien évident que ces différences, et particulièrement cette dernière, expliquent la politique de temporisation des uns ou la politique de fermeté des prix des autres.

Avec le recul que procure le temps, on s'aperçoit aujourd'hui que les pays occidentaux et les grandes compagnies pétrolières (les « majors ») ont mal joué leur jeu dans la mesure où ils n'ont pas compris à temps l'inévitabilité de la

américaines perdront sans combattre leur acquis en matière d'approvisionnement à bon marché de cette source énergétique. Nous pouvons dire aujourd'hui que celles-ci ont perdu définitivement tout contrôle des prix, voire de l'approvisionnement dans certains cas. Les « majors » ne contrôlent même plus les quantités mises sur le marché ; les Etats producteurs assurant eux-mêmes les ventes du pétrole libre, comme à Rotterdam (ce marché qui ne représentait que 2% des quantités traitées, a bondi avec l'affaire d'Iran).

Alors si la toute récente conférence de Caracas s'est terminée sur les divergences qui président cette organisation depuis ses origines, les uns s'accordant à maintenir un cours plancher, les autres à accroître le cours plafond, les prix, sans aucun doute, augmenteront encore au grand dam des économies capitalistes dont le coût perturbe sérieusement, c'est le moins que l'on puisse dire, les rouages monétaires.

L'effet rampant de ces hausses au sein des circuits monétaires des pays occidentaux reste le facteur de crise le plus important qu'ont à affronter ces pays. Il y a fort à parier que la crise économique que chacun redoute, prendra naissance de ce dérèglement financier. Si crise il y a, cela ne saurait nous étonner. C'est le propre de ce système que nos théories économiques dénoncent depuis plus d'un siècle. Il est désordre et aberrations.

Roland BOSDEVEIX

Pour un nouveau local
SOUSCRIVEZ

informations internationales

CHRONIQUE des PAYS-BAS

DANS LE MOUVEMENT ANARCHISTE

— Les 8 et 9 décembre s'est tenu à La Haye un important congrès du mouvement anarchiste néerlandais. Il a débuté par la formation de groupes de discussion où se sont affirmées les aspirations des différents courants du mouvement anarchiste. A noter que déjà les groupes anarcho-féministes avaient tenu, le 2 septembre, un congrès à Appelscha, où avait été décidée la parution du premier numéro de la revue *L'huile noire*, rédigée par les différents groupes de femmes, alternativement.

Un groupe de discussion réunissait des unités de « chômeurs conscients », opposant au travail capitaliste et productif une « morale du chômage », s'inspirant du *Droit à la paresse* de Paul Lafargue : résistance à une morale faisant des chômeurs des individus « aliénés ou inférieurs ».

Un autre groupe était celui des communes d'habitation ou de travail, des initiatives d'association productive. Isolées, ces associations ne peuvent lutter contre le mécanisme capitaliste. Mais en coopérant avec des associations de consommateurs, elles sont capables d'organiser une anti-économie. C'est ainsi que l'organisation « Memo » réunit déjà des associations agricoles et le groupe de Grootkegast proclame la nécessité de prendre les terres afin de les soustraire au système urbain ou agricole-industriel existant.

Dans le domaine de l'édition, un résultat concret : l'accord des quatre autres éditions anarchistes (Amsterdam, Utrecht, Gromingen, et les éditions Luna) pour faire une liste collective de leurs éditions. Les éditions « Pamflet » sont à ajouter à cette liste, bien que son délégué n'ait pas pu assister au congrès. On a aussi discuté la création d'un centre d'archives anarchistes néerlandaises (ce centre a déjà édité un catalogue) et la possibilité pour le CIRA (Genève) de s'établir aux Pays-Bas.

Le 9 décembre : discussion au sujet de la formation d'une « Union Anarchiste néerlandaise ». Deux questions : 1) la formation de l'Union et du Comité de Relations, 2) l'organisation de l'édition de la revue *De Vrije Socialist*. C'est à l'unanimité que fut adoptée une déclaration de principes formant la base de l'Union : rejet de tout parti politique, de la démocratie parlementaire et de la conception d'un parti d'avant-garde et centraliste - lutte contre toutes les formes d'organisation hiérarchique et contre toute répression économique, culturelle, sexuelle, sociale ou religieuse - création d'une société libertaire en opposition au capitalisme, à l'Etat, au parlementarisme.

Un Comité de Relations a été nommé, formé de quatre camarades d'Amsterdam, un camarade de Gromingen et, en plus, un délégué de la revue *De Vrije Socialist*. Le Comité de Relations organisera le congrès de la Pentecôte qui choisira le futur Comité de Relations (CR). D'ici là, le CR fera usage du bulletin interne déjà existant où sont publiés tous les rapports, propositions et appels des commissions et des groupes locaux. Les moyens financiers du CR se limitent aux droits d'entrée au congrès de La Haye (environ 1500 francs) et à des dons volontaires. Le congrès de la Pentecôte décidera d'une contribution régulière.

Le CR ne prendra pas, en principe, d'initiatives qui relèvent des groupes locaux et des groupes de travail (anti-militariste, parlementaire, syndicaliste). Le CR ne fait que coordonner, appeler à la solidarité avec les groupes locaux ou de travail.

La question de la rédaction de la revue *De Vrije Socialist* n'a pas été résolue et reste à l'étude. Rédaction uniquement par les groupes ? Fédération de lecteurs et correspondants régionaux ? etc. On a pour l'instant maintenu le statu-quo : rédaction indépendante, faisant elle-même appel aux groupes et aux lecteurs. Peut-être sera-t-on conduit à créer

un organe théorique, la revue restant un organe d'action et d'information directe.

Au total, un congrès constructif, respectant les divers courants de l'anarchisme et tendant à une union étrangère à tout centralisme et à tout Comité de Relations autoritaire.

L'AFFAIRE DES MISSILES — La proposition de l'OTAN : placer officiellement des missiles nucléaires dans les Pays-Bas, a mis le gouvernement dans une position difficile. En effet, le Parlement a enjoint au gouvernement de refuser l'achat ou le placement de ces missiles : la décision a été prise par une majorité formée par les divers partis socialistes auxquels s'étaient joints une dizaine de députés protestants du parti chrétien-démocrate. Ces derniers sont influencés par un comité issu des églises protestantes : « La conférence ecclésiastique pour la paix ». Parmi eux

ces produits indésirables. Le Rhin-dépotier menace alors l'horticulture (fleurs et légumes) de la Hollande occidentale. Les Horticulteurs viennent d'intenter un procès au gouvernement français, procès que perdra le dit gouvernement, si on songe que la Cour européenne a envoyé le procès devant une Cour néerlandaise. La solution à ce problème de pollution est à chercher dans la solidarité internationale : les tonnes de sel qui ne profitent pas à quelques industriels, deviennent des déchets nuisibles aussi bien pour le sous-sol alsacien que pour les horticulteurs des polders hollandais. Une solidarité internationale bien comprise commencerait par s'en prendre aux industriels ! Mais nous n'en sommes pas là !...

LE VATICAN CONTESTÉ — L'Eglise éternelle... en dépit des papes prétendus progressistes ! La congrégation pour la doctrine de la foi (ex. Saint-Office, de triste mémoire) vient de faire parler d'elle. Elle a - avec l'approbation de Jean-Paul II - interdit d'enseigner à Hans Kung, un théologien suisse catholique réformateur, professeur à Tübingen (RFA). Cette condamnation met fin à un conflit vieux de dix ans : Kung mettait en cause le dogme de l'infaillibilité du pape et niait, paraît-il, la virginité de Marie et la divinité du Christ.



Mais un autre procès est en suspens et qui fait grand bruit en Hollande : il s'agit du dominicain Schillebeekx, professeur de théologie à l'université de Nimègue, qui a comparu durant quatre jours devant quatre magistrats instructeurs désignés par l'ex-Saint-Office. Neuf chefs d'accusation sont retenus : lui aussi douterait de la divinité du Christ ! Des centaines de professeurs et de prêtres catholiques hollandais ont protesté et, le 14 décembre, le cardinal néerlandais Willebrands a pris la défense de l'accusé devant la télévision catholique. Ainsi un grand nombre de catholiques hollandais contestent l'autorité du Vatican et ses méthodes périmées de juridiction, au moment où le pape veut épurer les universités catholiques des éléments « modernistes ». On conçoit que l'université catholique de Nimègue refuse l'endoctrinement autoritaire : en effet, un tiers des étudiants ont été obligatoirement immatriculés dans cette université, faute de place ailleurs ! Devant les protestations du clergé hollandais - et du cardinal - le Vatican a assoupli la procédure, rend publics les noms des quatre magistrats, autorise Schillebeekx à tenir une conférence de presse : en un mot le Saint-Office s'est fait bénin, bénin... La sentence (!) ne sera connue que dans quelques mois. S'il y a condamnation, il y aura grand bruit dans le catholicisme hollandais : ira-t-on jusqu'à un schisme ?

chronique rédigée d'après les lettres - à peine résumées - reçues de notre camarade Bervoets de La Haye.
Jean BARRUE

CHRONIQUE DE BELGIQUE

Mercredi 12, la séance de la 22^e Chambre correctionnelle commença par l'audition d'un témoin de la défense, une infirmière ayant travaillé à la prison de St. Gilles. Elle raconta comment elle entra et sortait sans le moindre contrôle, qu'elle avait fait des courses pour les détenus, mais qu'elle avait toujours refusé de transmettre des messages, même si c'était bien payé. Par contre « des gardiens l'ont fait » dit-elle, révélant du même coup le secret de polichinelle. Tout cela pour prouver que Besse n'avait nullement besoin de Graindorge pour communiquer avec l'extérieur, contrairement à ce que prétend le procureur M. Jaspas. De plus, les défenseurs de l'avocat se sont également penchés sur les registres de la prison et ont constaté qu'en fait Michel Graindorge n'était pas le seul à avoir rencontré Besse en juillet, mais bien le seul à avoir des ennus.

Après une interruption pour un vain passage devant la Cour de cassation, Michel Graindorge lut une longue lettre. « Il n'y a pas de preuves matérielles de ma culpabilité », lança-t-il avant de protester contre l'image que brossait de lui M. Jaspas et tout le Parquet à sa suite. « J'ai toujours pris mes responsabilités ; je ne suis pas de ceux qui tirent des marionnettes dans l'ombre et qui les compromettent à leur place ». Il répéta que Besse n'avait pas besoin de lui pour s'évader (il en est à sa cinquième cavale) et que Vandeputte était assez intelligent pour ne pas chercher à le compromettre. Il ajouta que le jour de l'évasion de Vandeputte, il était chez lui, que le téléphone est au nom de sa femme et porte un numéro privé pour préserver leur intimité familiale. Ensuite il dénonça le système de la détention préventive, ce prolongement de la « question » moyen-âgeuse qui livre le prévenu sans défense à la police et ses interrogatoires. Il fit encore la description de la vie qu'il menait en prison, à l'instar des autres détenus. Deux heures de promenade, vingt-cinq heures en cellule. Une cellule étriquée, une fenêtre sale inaccessible, la lampe électrique qui brûle les yeux... Il réaffirma avec force ne pas vouloir bouleverser les institutions, mais les modifier, les améliorer. En dépit de cette modération insolite à vrai dire, Michel Graindorge insista encore sur le rôle de la Sûreté de l'Etat qui voulait faire de son cabinet une filière d'évasion et du comité de soutien aux détenus de la RAF un relais terroriste. Il termina par « je répète que je n'ai pas failli à mon devoir d'avocat et que je suis innocent ! ». Françoise Villers fut à nouveau interrogée pour confirmer que ses accusations avaient été arrachées par la contrainte. Elle mettait ainsi en cause l'inspecteur Godfried de la PJ et Mme Beaupain, juge d'instruction.

Ce même jour, on apprit que la veille au soir, Yvan Somville, évadé de la prison St. Léonard à Liège, avait été abattu par la police à Ganshoren (Bruxelles). Cette opération policière qui réintroduit l'application de la peine de mort en Belgique, rejoignit d'une certaine manière sur le procès Graindorge. En effet, l'exécution de Somville amena une fameuse « révélation ». Morizko Turato, l'un de ses compagnons d'évasion réarresté, l'accusa ainsi que Van Oirbeek d'avoir froidement assassiné Gennady Toummaniantz, ancien détenu et ami... de Graindorge ! Toummaniantz avait été le « maître à penser » d'Habran, le meneur de la révolte des détenus de la centrale de Louvain en 1976. C'est ainsi qu'il était entré en contact avec Graindorge et le comité de soutien aux détenus. Toummaniantz, toujours détenu, avait obtenu une licence en droit, en octobre 1978. En mai 1979, il bénéficia d'une libération conditionnelle. La condition était-elle de collaborer avec le groupe de répression du banditisme ? C'est ce que laisse entendre Turato quand il dit que Somville croyait que Toummaniantz avait « donné » sa planque d'Evere (Bruxelles). Il y a un mois une fusillade y était échangée entre policiers et truands qui prenaient la fuite. Libéré, Toummaniantz collabora quelque peu au cabinet de Graindorge et était recherché discrètement depuis l'arrestation de l'avocat. En fin de compte, il semble bien avoir joué un rôle dans la récente vague d'évasions, mais lequel exactement ? Au fait, ces évasions (70), quel rôle jouèrent-elles ?... On n'a pas fini d'en apprendre !

Le jeudi 13 fut le jour des témoins de la défense qui donnèrent de Michel Graindorge une image de générosité et de tolérance. D'autres apportèrent des faits nouveaux : ainsi Anne Dossogne, collaboratrice à Infor-Justice, affirme avoir lu le mot sur les dieux qui pâlissent en juin 78, mettant ainsi un terme à la polémique entre M. Jaspas (pour qui le mot datait de 79) et Michel Graindorge. Devant la tournure que prenaient les événements, le procureur demanda à faire entendre ses témoins : Mme Beaupain, juge d'instruction, et une dizaine d'inspecteurs de la PJ. « Vous faites citer vos serveurs ! », rétorqua Me Lallemand, défenseur de Michel Graindorge. Le tribunal décida néanmoins de les entendre dès le lendemain. Une bonne nouvelle : la mise en liberté provisoire de Jacques Roland. Il aura passé deux mois et demi en taule. Comme le temps passe vite ! Une demande analogue de mise en liberté provisoire sera introduite pour Graindorge et Cheval.

Vendredi 14, l'audience fut consacrée à la seule audition de Mme Beaupain. Séance houleuse où le juge d'instruction réfuta fermement les accusations de Françoise Villers et d'Isabelle de Andrés. Pressions ? Quelles pressions ? Sur la question de Noël Besse, ses explications, bien que soutenues par le procureur, furent moins claires. Pourquoi ne pas avoir délivré un mandat d'arrêt international contre elle ? Manque de charges ? Hejili, co-détenu de Besse, l'accusait pourtant. Les inspecteurs de la PJ que l'interrogèrent en Espagne, sur commission rogatoire, détaient les déclarations de Hejili. Défaut de procédure ? Et Graindorge n'a-t-il pas été arrêté sur base d'accusations rétractées ? Acculé dans ses derniers retranchements, Mme Beaupain rompit le combat en disant : « Qu'elle n'avait pas à se justifier »...

Le procès continue mercredi 19, jeudi 20 et vendredi 21 par les auditions des autres témoins et par les premières plaidoeries. Michel Graindorge et Michel Cheval bénéficieront-ils de la trêve de Noël ? On s'attend plutôt à un nouveau réquisitoire du procureur sur base d'autres faits (ayant trait au séjour de Graindorge en Italie, paraît-il). Il est d'ores et déjà entendu que le procès se poursuivra en janvier 1980, sans compter l'appel qui sera inmanquablement introduit. Si Graindorge est acquitté, il est certain que le procureur fera appel. Si Graindorge est condamné, il est tout aussi certain que celui-ci ira en appel. On n'est pas près d'en sortir !

Avec tout ça, Simonet triomphe (plus pour longtemps, car une information va sortir, démontrant qu'il était au courant des massacres du Kasai !), les fusées nucléaires américaines n'ont pas su faire sauter le gouvernement Martens.

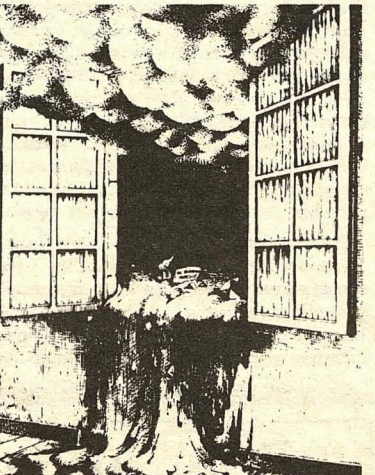
Peut-être les médecins réussiront-ils ! En effet, leur Chambre syndicale, dirigée par le Dr. Wynen, propriétaire d'une clinique à Braine l'Alleud (banlieue rupestre de Bruxelles) où toute délégitimation syndicale du personnel est refusée, vient de décider la grève des soins au finish, à partir du vendredi 21 décembre. Médecins, dentistes et pharmaciens partent en guerre contre la loi-programme, du moins contre ses volets qui limitent la hausse de leurs honoraires, qui suffisent à peine à couvrir les frais de leur troisième résidence. Si c'est pas un malheur !

Jean-Marie NEYTS



se trouve - ô scandale ! - un général de l'Etat-Major néerlandais, directeur de l'école militaire de Bréda. Cette prise de position du Parlement, qui correspond visiblement à la volonté de l'immense majorité des citoyens, qui est appuyée par les organisations antimilitaristes, d'objecteurs de conscience et d'insoumis totaux, gêne le gouvernement au point que le ministre des Affaires étrangères s'est refusé obstinément à annoncer officiellement la position prise par le Parlement. Il fallait à tout prix arriver à un compromis : et Van Agt, à Bruxelles, a finalement accepté les propositions - ou plutôt l'ordre ! - de l'Otan... mais en reportant l'exécution de ces propositions à dans deux ans. D'ici là, Van Agt trouvera bien une majorité ! L'opposition est furieuse ; les « idéalistes » chrétiens reprochent au gouvernement de n'avoir même pas formulé une opposition de principe aux armements nucléaires... mais la preuve est faite qu'une majorité parlementaire compte pour zéro !

LA POLLUTION DU RHIN — On sait que la France vient de rompre l'accord passé avec la Hollande, selon lequel elle s'interdisait de déverser dans le Rhin tous les sels de potassium provenant des usines alsaciennes. Ces sels étaient



enterrés dans le sous-sol, ce qui a entraîné les protestations des paysans alsaciens et des groupements régionalistes de l'Alsace. On jette donc dans le Rhin

Deuxième propos sur le film LE PULL-OVER ROUGE

Ce film est, à mon sens, assez chronologique, la clarté de la construction a l'avantage d'éliminer une difficile compréhension du fond de l'histoire, d'autant plus que celle-ci est quelque peu ténébreuse.

Ce fait divers (un homme est accusé d'avoir enlevé et tué un enfant) pris sur le vif est tout à l'honneur de l'écrivain et du cinéaste qui, courageusement, attaquent, mettent en cause, acculent au pied du mur quelques piliers de la société que nous subissons tous.

Ce film est le procès de la police, le procès de la justice bourgeoise, le procès des journalistes, le procès de gens dénommés « majorité silencieuse » mais sachant gueuler lorsqu'il s'agit de soutenir les gouvernants en place. Et, n'est-ce pas aussi une accusation subtilement camouflée du milieu des avocats ? Je le pense.

Certes, Drach n'a pas fait un procès global de l'état de la société, mais il a plutôt essayé de donner des éléments de réflexion des procès cités précédemment. Il ne faut pas oublier que c'est presque un exploit, de nos jours, de mettre en évidence les lâches faits du capital. Je dis qu'il n'y a pas assez de films du style du *Pullover rouge*, car de tels témoignages ont, non seulement, le mérite de voir le jour, mais surtout celui de faire REFLECHIR.

N'est-ce pas tout de même dingue de voir un type sur de simples présomptions être spontanément arrêté, interrogé durant 12 heures, frappé par des crâpules dénommés flics ; sans que ce dit accusé ait le temps de se demander ce qui lui arrive. Puis tout aussi rapidement, emprisonné, jugé et guillotiné. Alors que cette police, cette justice, prises au piège de la hiérarchie et des médias, avaient en leur possession des éléments importants contredisant formellement leur version officielle des faits.

Ceci est effrayant, révoltant, ignoble. Le film pose réellement la question de l'innocence de Ranucci, en montrant justement les contradictions de l'enquête, les éléments en suspens et qui sont flagrants : ce fameux pull-over rouge, ces témoins non entendus ou ridiculisés, etc.

C'est là que l'on voit le réalisme de la pourriture du système et des gens lui collant à la peau. Il fallait faire un exemple afin de satisfaire cette majorité silencieuse pour une fois brillante. Car l'affaire de Patrick Henry était encore récente. On voit aussi les journalistes, ces affamés de crimes, de sensations fortes, de scandales qui tels des rapaces venaient au ravitaillement des INFOS. Là où je trouve que c'est dégueulasse, c'est que quelques journalistes avaient conscience que cette enquête était montée de toute pièce et pas un n'eut le courage de dénoncer cela publiquement. Ce qui aurait eu,

sans nul doute, pour effet de changer le déroulement de cette affaire.

Deux avocats pour défendre le prétendu assassin. L'un inexpérimenté, l'autre plus près de sa gloire que du reste. Eux aussi sont remis en cause par leur incapacité à défendre à fond un présumé coupable.

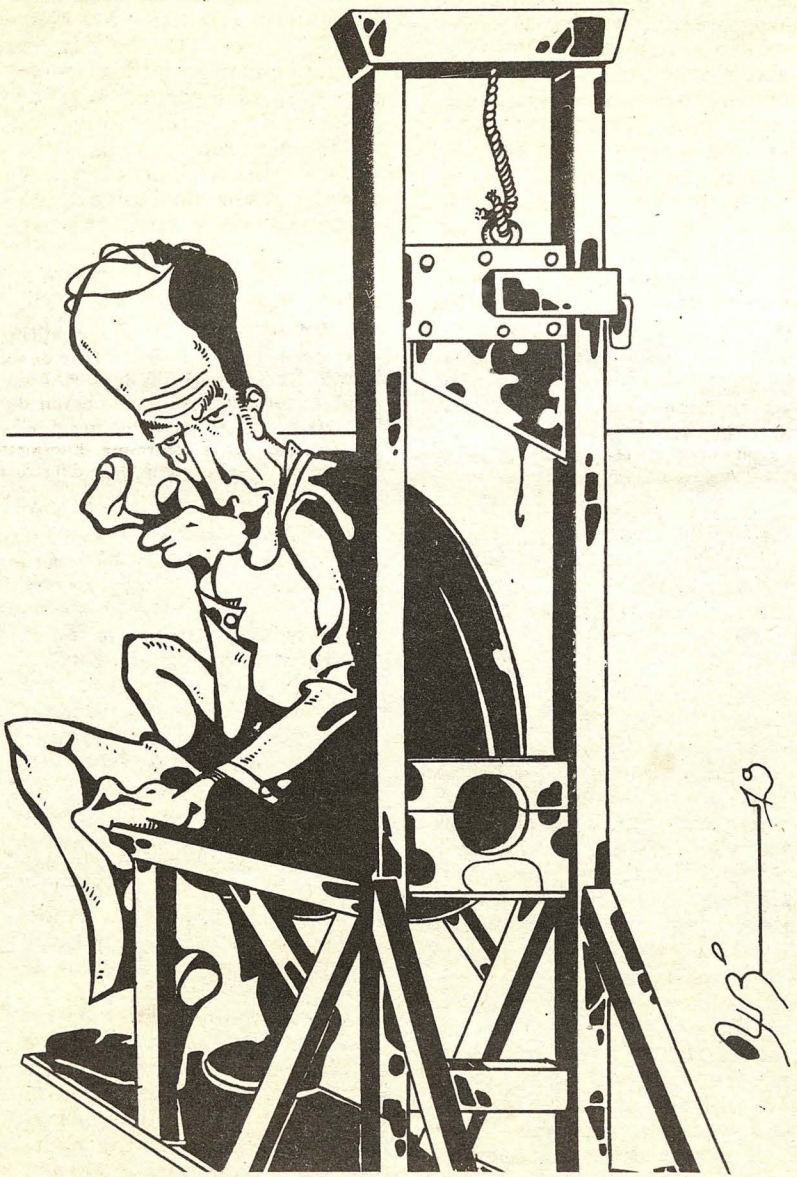
Ce film comme ce livre ont des scènes poignantes, je ne retiens que celle-ci : la minute suprême avant le passage à la guillotine, ce condamné qui, brisé, se retourne face à ses juges et leur crie « réhabilitez-moi ». N'est-ce pas une fois de plus un élément de preuve. Car devant la mort et dans un dernier élan un assassin tient-il un tel langage ?

Ce genre de jugement et d'exécution sommaires, les anarchistes

de moi, la question était nette, leur ignominie valait la mort, de même que Ranucci s'il avait tué cet enfant (ce qui ne fut pas le cas).

Tout en ayant conscience que cela ne règle en rien le problème de la peine capitale et compagnie, car dans un tel système, peut-on envisager des solutions face à cela, alors que c'est tout le problème de la société qu'il faut régler ?

La sécrétion des assassins est faite par le système, n'oublions pas que les tenants du pouvoir ont une large part dans n'importe quel assassinat. Mais les assassinats des gouvernants, eux, sont légalisés et donc couverts. Et cela Drach essaie de le démontrer.



aussi en ont malheureusement été les victimes. Si les motifs étaient différents, le processus était le même. Je songe notamment à Sacco et Vanzetti, assassinés en 1927 et réhabilités en 1978...

J'ai vu des gens profondément bouleversés après avoir vu ce film. Je puis assurer que ma propre réaction a été la révolte, qu'elle soit de droite, de gauche, primaire ou animale ou bien encore anarchiste, peu importe, elle était celle-ci : les flics, les juges et consorts auraient été en face

Alors je conclurai en disant « tant mieux, il y a encore des écrivains, des cinéastes qui ne craignent pas de dénoncer les pourritures du capital. Et il est très bon que la publicité, cette habituelle prostituée du système, soit utilisée pour faire connaître au grand public les vilenies de sociétés telles que la nôtre.

Cela permettra peut-être un jour qu'il n'y ait plus d'innocents décapités par des assassins ».

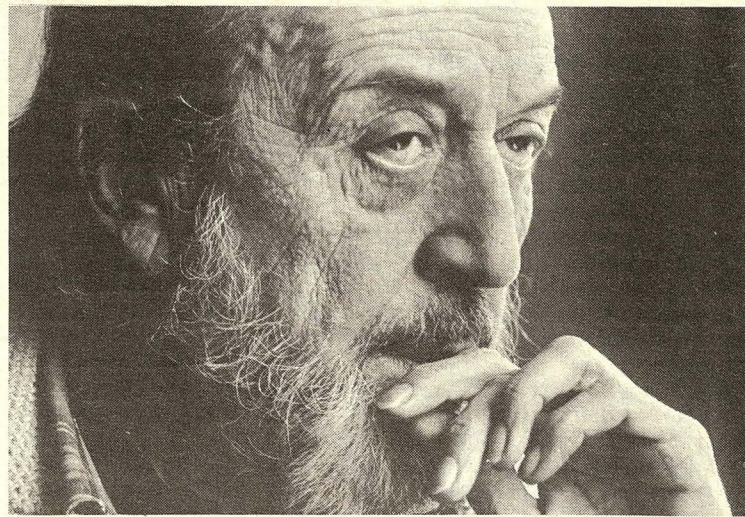
Marc DEBORNE

Les aventures épatantes et véridiques de
BENOIT BROUTCHOUX
par Phil et Callens Ed. Le Dernier Terrain Vague
Diffusion Alternative
EN VENTE A PUBLICO 48F

Chronique du spectacle vivant

Jean-Roger Caussimon

« Le temps m'a rogné les griffes et les dents ». C'est ce que chante tous les soirs Jean-Roger Caussimon. Pendant une heure, ce jeune chanteur (premier disque en 71) essaie vainement de faire croire au public qu'il est devenu vieux. De tout ce qu'il nous raconte, c'est certainement la seule chose à laquelle personne ne croit ! La jeunesse n'est pas une affaire de pattes d'oie.



Ph. Michel Blondeau

Voyez cette bande de vieillards, les sardou et autres lama (en minuscule SVP, les mots connerie et putasserie n'ont pas de majuscule dans le dictionnaire) qui n'en finissent pas de mourir en nous encombrant les oreilles avec leurs balbutiements déjà séniles. La jeunesse, c'est de chanter *Le cheval aux dents vertes*, *Nous deux*, *Le voilier de Jacques*. La jeunesse, c'est d'avoir écrit il y a dix ans *Comme à Ostende*, *Les cœurs purs* ou *Samy le pianiste noir*, de les chanter aujourd'hui et qu'elles n'aient pas pris une ride.

Si Caussimon pense que ses dents sont rognées, ce n'est sûrement pas l'avis des militaristes et autres représentants de la France épaisse. Avec *Les milices* ou *Si vis pacem*, ils sont servis comme ils le méritent et ils sont bien contents qu'il y ait si peu de chanteurs de cette trempe.

Un adolescent de 60 ans chante tous les soirs. Il s'appelle Jean-Roger Caussimon.

J.J. JULIEN

A la Gaité-Montparnasse, 20 h 30, sauf lundi, dimanche à 15 h jusqu'au 20 janvier. Disque Saravah RCA RSL 1079. A partir du 21 janvier : Popaul Castanier à 20 h 30 et Lény Escudéro à 22 h.

Marche pas mon truc ! du chansonnier Claude Vanony

Ce chansonnier professionnel est actuellement une des meilleures vedettes de l'est de la France, mais les ondes françaises et périphériques lui restent fermées, en le cataloguant comme « phénomène trop régional ».

Pourtant, il a de quoi réconcilier avec la Lorraine ceux pour qui elle est un peu ternie par la grisaille de l'uniformisation.

Sa voix, d'abord, magnifiquement travaillée avec l'accent de Gérardmer, mais aussi sa culture, et son indépendance d'esprit d'ancien professeur de gymnastique. Pas d'art engagé ici, dépendant du politique ou du syndical, mais une acuité d'esprit permanente ; et si des amis l'ont aidé pour les paroles, ce qui ne m'étonnerait point, c'est en travailleurs indépendants, artisans à leur manière de la vallée des lacs.

Le titre du disque est extrait du dernier sketch : « En caleçon qu'y nous mettent ! » : protestation virulente contre l'alcoolisme et le bouclage obligatoire de la ceinture : que veut l'Etat ? notre sécurité ? ou notre contrôle et nos sous ?

PAULETTE (Epinal)

Disque 33 tours chez Disques Déesse, 11 rue Lepic - 75018 Paris

Le coin des copains

Higelin, double album *Champagne pour tout le monde* et *Caviar pour les autres* Pathé 2 C 068/14843 14844. Trois petits bijoux se cachent là-dedans : *Cayenne c'est fini*, *Ci-gît une star*, *Je ne peux plus dire je t'aime*.

Lavilliers prépare un 33 tours pour janvier.

Café-théâtre pour les Parisiens :

« Les Babouches » à 20 h 30 et Péroni-Roustan à 23 h au Café d'Edgar.

« Les Jumelles » à 22 h au Nouveau Théâtre de 10 heures.

Alors que les politiciens cafouillent, empêtrés dans leur budget, l'organisation patronale et les confédérations syndicales restent face à face !

Deux événements qui éclairent la situation économique et sociale du pays, viennent de clore l'année ! Il faut les examiner sérieusement si on veut déterminer la conjoncture et élaborer une action efficace pour les mois à venir, action qui consiste à évaluer nos méthodes de lutte au côté des travailleurs, pour défendre et améliorer leurs conditions d'existence et à jeter les bases d'une refonte fondamentale de l'économie du profit et des structures qui la maintiennent en place, contre vents et marées, et malgré les contradictions fondamentales qui la font craquer de toute part. Ces deux événements sont, d'une part la réunion annuelle du patronat français qui s'est livré à un examen approfondi de la santé des entreprises, et d'autre part les élections des Conseils de Prud'hommes qui nous ont informés sur l'état de santé des syndicats ! Et nous le ferons avec profit que si nous le faisons avec rigueur, en nous gardant de prendre nos désirs pour des réalités. Sans oublier, j'en conviens, qu'il existe un décalage entre l'opinion des appareils qui centralisent les informations et les projettent à travers l'opinion à l'aide des médias, et celle des patrons et des ouvriers qui se trouvent quotidiennement au prise avec les réalités concrètes.

Le CNPF a réuni son assemblée générale annuelle dernièrement et Ceyrac s'est félicité de

tron des patrons, n'est pas vraiment un industriel, mais un fonctionnaire de l'organisation patronale que j'ai bien connu, il y a une vingtaine d'années, alors que mes activités professionnelles ou syndicales m'amenaient parfois rue Pierre I^e de Serbie où il n'exerçait encore que des fonctions subalternes. Ceyrac, même si on lui a confié au sein d'entreprises quelques responsabilités fictives, reste un fonctionnaire du syndicat patronal, c'est-à-dire un homme qui constate l'évolution des entreprises sans grands soucis des directeurs, des hommes qui sont les victimes de la remise en place de l'économie pour surmonter la crise. La constatation de Ceyrac et de son état major ne veut pas dire que les entreprises et leur personnel sont en état de résister aux bourrasques, mais simplement que la restructuration voulue par les patrons, imposée par Barre et institutionnalisée par le CNPF, se déroule de façon satisfaisante, même si, en cours de route, elle laisse un certain nombre de cadavres ! Et elle en laissera de plus en plus !

Barre et les patrons ont basé leur survie économique sur l'exportation tous azimuts. Mais celle-ci se heurte au productivisme de pays comme l'Amérique, le Japon, l'Allemagne, ce qui rend ces nations plus compétitives, mais se heurte aussi aux bas salaires de nations en voie de développement qui favorisent également leurs exportations nais-

duira à l'effondrement du marché pour les industries qui ne sont pas de pointe, à la disparition des petites, moyennes et grosses entreprises, sous-équipées, au chômage accru dont les charges sociales augmenteront, dévorant ainsi les bénéfices des industries de pointe. Le développement des entreprises de pointe ne servira pas à payer la facture du pétrole, mais le chômage et les charges sociales qu'il engendre, et la diminution des cotisations sociales qui en est le fruit. Ceyrac tire à vue, en se félicitant de résultats qui sont le palier d'où une nouvelle crise s'envolera, talonnée non seulement par le prix de l'énergie, mais par celui des matières premières.

La réussite de la restructuration Barre-Ceyrac ramènerait le pays à la France des anciens temps où il n'existaient que deux classes, bien typées, celle des nobles et celle des miséreux, séparées par un fossé profond que péniblement la bourgeoisie a comblé, à travers les siècles. Nous aurions alors une France, industrielle et salariée, qui travaille, et une autre assistée ! Les nécessités de l'économie poussant la première à se rétrécir pour rester compétitive et à l'autre à s'élargir, avec au bout de ce chemin, lorsque la première ne sera plus en état de nourrir la seconde, la Jacquerie !

Les dernières élections prud'homales ont été un succès pour le syndicalisme ! Je ne dis pas pour les confédérations, pour l'Etat qui les avait mises en place, pour le patronat qui a besoin dans l'entreprise d'un interlocuteur valable... je dis pour le syndicalisme ! Et ce phénomène doit être analysé, non pas à travers ses visères, mais à travers les problèmes qu'il pose.

Nous connaissons les résultats, les salariés se sont dérangés en masse ! Ils ont rejeté toutes les listes autonomes et ont reporté leur suffrage sur les organisations syndicales classiques. Il ne s'agit pas ici de le regretter ou de s'en réjouir, opérations parfaitement gratuites, mais d'en analyser les raisons et d'en tirer les enseignements qui s'imposent.

Le syndicalisme français est stable, le taux de syndicalisation est moyen. Il l'a toujours été ! La raison en est simple : Même lorsqu'il prétend le contraire, le syndicalisme de ce pays véhicule à travers les revendications journalières, un projet d'organisation bien typé, sous-jacent ou proclamé. Il s'agit de l'héritage de notre mouvement ouvrier. Pour les uns le syndicalisme aboutit au communisme, pour les autres à l'autogestion, pour d'autres encore à un libéralisme social-démocrate, avec une minorité syndicaliste révolutionnaire répartie un peu partout et qui est l'héritage de l'histoire. Ce syndicalisme-là,

avec ses grandes tendances, a toujours existé, avec naturellement des différences dues à l'évolution économique. Et s'il n'a jamais réuni un nombre considérable d'adhérents, il a conservé la confiance des travailleurs, une confiance parfois grincheuse, parfois irritée, parfois contestataire ! Mais tous les grands mouvements de masse sont partis d'une de ces formes de syndicalisme, et en tout cas, lorsqu'ils furent allumés par un détonateur venu de l'extérieur, l'organisation syndicale reconquerra rapidement la confiance, et c'est elle, en fin de compte, qui négociera les compromis, en 1936 comme en 1968. Voilà encore une réalité qu'il est parfaitement inutile de nier ! Et tous les efforts pour repousser le syndicalisme de l'usine et le remplacer, en particulier, par le conseilisme, ont échoué et c'est avec raison que nos camarades de la C.N.T. espagnole ont rejeté ce conseilisme au cours de leur premier congrès tenu depuis la mort de Franco. Je le répète, on peut déplorer ou être satisfait de cette situation, ce n'est pas mon propos, mais c'est de la voir clairement et arrêter de se faire du cinéma sur les véritables sentiments des travailleurs envers leur organisation syndicale quelle qu'elle soit.

Ces élections ont fait litières des proclamations victorieuses des différentes confédérations ! Celles-ci ont eu les suffrages que l'on était en droit de supposer et que, pour ma part, j'avais prédit à mon organisation syndicale. Ce qui veut dire que, non seulement, les salariés sont restés fidèles au syndicalisme, mais ils sont également restés fidèles au choix qu'ils avaient fait entre les différentes tendances du syndicalisme contemporain. Prétendre le contraire relève de la méthode Coué !

Je serais tenté de tirer de cet événement cet enseignement que ce n'est pas simplement à travers le syndicat, mais à l'extérieur du syndicat, à travers une propagande idéologique que se nourrissent les tendances syndicales et il n'est que de voir le nombre de socialistes à Force Ouvrière et la tendance socialiste à laquelle ils appartiennent, pour comprendre que mon raisonnement est bon !

Il est incontestable que l'action révolutionnaire de la Fédération Anarchiste ne peut que renforcer la tendance bien étriquée du syndicalisme révolutionnaire qui se maintient péniblement dans le syndicalisme moderne.

L'organisation patronale et les organisations syndicales sont les deux forces réelles qui restent en présence, face à la déconfiture des politiciens de tous bords, en pleine liquéfaction, et pour ma part, je pense avec Proudhon,

que c'est avec les forces réelles qu'il faut discuter, en écartant les forces d'appoint comme les partis qui sont des méthodes d'organisation qui ne conduisent pas, mais assument les rapports de force entre le patronat et le salariat !

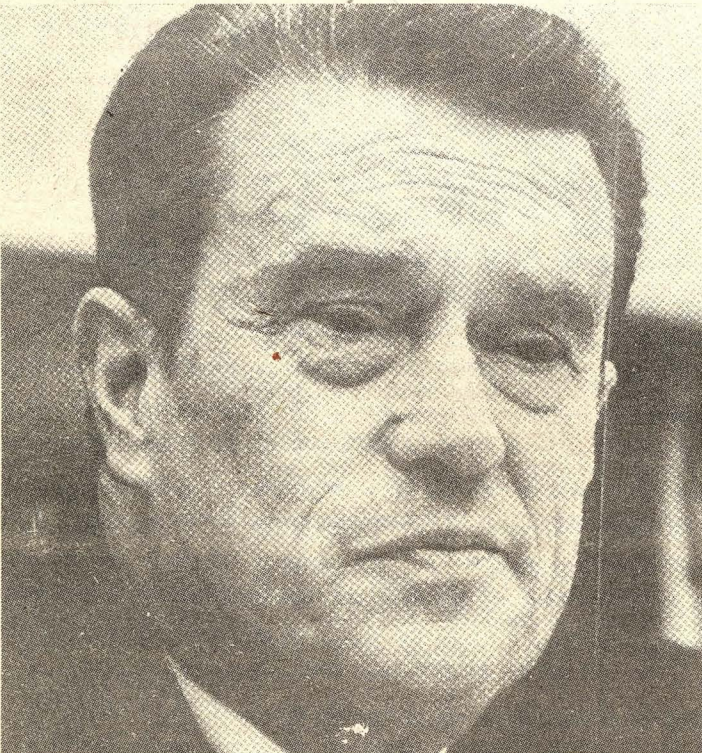
L'économie traditionnelle est en train de s'étouffer, enserrée entre deux mâchoires : une économie qui se restructure et un syndicalisme qui essaie de conserver les avantages de la classe qui le représente ! Les mâchoires se resserrent et resserrent davantage encore, laissant en présence une économie qui, pour être compétitive, ne pourra pas conserver aux travailleurs ses conditions d'existence actuelles, ou plus tôt, elle essaiera de les conserver pour ceux, encore dans la production, en réduisant de plus en plus l'aide apportée aux autres. Et ce combat se livrera, dans les années à venir, autour des 35 heures.

Les 35 heures qui diminuent le salaire mensuel, peuvent freiner le chômage et rendre les entreprises compétitives ; les 35 heures qui, avec le maintien du salaire, peuvent rendre les entreprises compétitives à condition de ne pas embaucher de personnel, et par conséquent, augmenter le chômage, au bout duquel il y a l'augmentation des prestations pour payer les chômeurs supplémentaires, ce qui annule les avantages procurés par une productivité accrue de l'entreprise ! La situation est simple, l'action que nous devons mener n'a pas besoin d'être longuement analysée.

Les travailleurs ne sont pas chargés de gérer l'économie du pays. Dans le cadre actuel de l'organisation du travail, la marche de l'entreprise ne les concerne pas ! Mais, par contre, ils ont des besoins qu'ils ne peuvent satisfaire que par le travail. Les salaires qui couvrent leurs besoins, ils doivent les exiger de l'Etat et du patron, et nous sommes là devant une action syndicaliste réformatrice à entreprendre. Les patrons et l'Etat ne peuvent pas satisfaire les travailleurs, alors ils n'ont qu'à s'en aller, et nous sommes devant une action syndicaliste révolutionnaire ! C'est ça qu'il faut inlassablement répéter !

Pour faire face à l'affrontement qui suivra immanquablement le dialogue que je propose, il existe deux moyens : la grève revendicative pour obtenir le salaire exigé ; la grève gestionnaire pour suppléer à la défaillance des patrons et de l'Etat, dans le cadre de l'économie qu'ils imposent, de satisfaire les revendications des salaires ! Et ces actions ne peuvent être préparées qu'après un travail solide et réfléchi au sein de l'entreprise et avec la section syndicale de son choix !

Maurice JOYEUX



Ceyrac (CNPF)

la bonne tenue des entreprises du pays, en s'appuyant sur un taux de production inespéré et imprévu dans les perspectives de ce qui reste du plan gouvernemental. Je voudrais bien que l'on n'oublie pas que Ceyrac, le pa-

santes et nous ferment leur marché. La restructuration Barre-Ceyrac a pour but d'atteindre la productivité des économies surdéveloppées, ce qui ne peut être que le fruit de la rationalisation du travail. Cette politique con-

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.